



GSF, une grande entreprise de nettoyage, a installé ses locaux dès 1978 dans un immeuble de la technopole. À droite, vue sur Sophia Antipolis.

Savants de Provence.

Elle devait être la "Florence du XXI^e siècle". Implantée au milieu de la garrigue dans l'arrière-pays niçois, Sophia Antipolis ambitionnait de réunir chercheurs, ingénieurs et artistes pour imaginer le monde de demain à l'heure de l'envol du Concorde et du premier homme sur la Lune. Cinquante ans plus tard, la Silicon Valley française rassemble près de 40 000 salariés répartis dans 2 500 entreprises, centres de recherches et bureaux d'études, surfant sur l'intelligence artificielle. Mais l'utopie originelle ne s'est jamais vraiment réalisée.

PAR PIERRE SORGUE — PHOTOS MARION BERRIN

U

UN NOM SUR L'AUTOROUTE. POUR DES MILLIERS D'AUTOMOBILISTES FILANT VERS NICE OU MONACO, l'indication « Sophia Antipolis » qui apparaît à hauteur d'Antibes, n'est qu'une direction mystérieuse le long d'une immense pinède. Il faut avoir bien plus de

20 ans pour que le toponyme évoque une certaine idée de la modernité, celle que la France chérissait à la fin des « trente glorieuses ». Un temps où le progrès faisait encore rêver. L'année 1969 n'était pas qu'érotique, elle était technologique : pendant qu'un Américain posait le pied sur la Lune, la France s'emballait pour le premier vol de Concorde, songeait à Airbus et au TGV, inaugurerait ses réacteurs nucléaires de deuxième génération. Elle était aussi politique : Georges Pompidou, nouveau président, vantait la modernisation industrielle du pays et le plan Calcul pour une informatique française, pendant que son premier ministre, Jacques Chaban-Delmas, promettait une « *nouvelle société* » qui ferait du pays une sorte de Suède avec le soleil en plus. Si le président lettré imaginait redonner son lustre culturel à Paris par la construction du Centre Beaubourg, la puissante Datar (Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'action régionale) voulait en finir avec « Paris et le désert français » en envoyant les grandes écoles en province.

D'ailleurs, le 29 avril de cette année-là, dans le Midi, le quotidien *Nice-Matin* évoque un projet tellement futuriste qu'il apparaît comme une galéjade : une « *Cité internationale de la sagesse, des sciences et des techniques* » sera implantée sur des milliers d'hectares de garrigue, à cheval sur Antibes, Vallauris, Mougins, Biot et Valbonne. À quinze minutes de l'aéroport international de Nice, alors le second en France, chercheurs, ingénieurs, entrepreneurs et artistes y feront éclore une « *Florence du XXI^e siècle* ». Le journal s'emballa : « *Sophia Antipolis, la ville aux 20 000 chercheurs...* »

Cinquante ans plus tard, le XXI^e siècle est avancé et la Florence en question n'a jamais abouti. Sur l'autoroute, le nom indique toujours un lieu caché derrière les arbres. Pourtant, ils sont 38 000 salariés à travailler dans 2 500 entreprises sur les 2 400 hectares de Sophia Antipolis. Le premier parc de sciences et technologie d'Europe demeure le plus vaste du continent, il génère 5,6 milliards de chiffre d'affaires par an soit un tout petit peu plus que le tourisme des Alpes-Maritimes (5,5 milliards).

« *C'est quand même une belle réussite* », dit en souriant un vieux monsieur au regard pétillant lorsqu'il reçoit dans sa maison de Saint-Paul-de-Vence. Pierre Laffitte, 94 ans, hésite parfois sur un nom ou une date, mais se souvient toujours avec passion des péripéties qui ont accompagné le projet de sa vie : créer un lieu où concentrer des centres de recherche, des établissements d'enseignement supérieur et des entreprises innovantes. « *Un Quartier latin des champs* », avait-il écrit dans *Le Monde*, dès 1960. Huit ans plus tard, la révolte étudiante qui enflammait le quartier fut, estime-t-il, « *une révolution culturelle fantaisiste qui mit à l'honneur l'utopie et facilita la greffe d'idées novatrices* ». Car si le nom de Sophia Antipolis évoque la sagesse grecque et les vestiges de l'antique Antibes, le projet était prémonitoire. Alors que les politiques et les aménageurs pensent encore l'industrie lourde comme moteur de l'économie, il affirme : « *Le progrès et l'avenir ne dépendent plus désormais des matières pondéreuses, charbon ou minerais... mais de la matière grise, de*

la qualité de la formation, de la qualité de l'environnement. » Bien sûr, du côté de Boston, des entreprises high-tech essaïmaient à l'ombre de Harvard ou du MIT (Massachusetts Institute of Technology). Quelques autres émergeaient en Californie près de Stanford, mais la vallée de Santa Clara demeurait plus celle de la prune que du silicium (l'appellation Silicon Valley n'apparaîtra qu'en 1971). Et si Pierre Laffitte citait Fernand Braudel ou Paul Valéry pour invoquer la civilisation méditerranéenne, c'est aussi à la Californie que pensait le polytechnicien géologue, alors sous-directeur de l'École des Mines lorsqu'il déclinait en anglais son concept de « *fertilisation croisée* » entre universités, laboratoires, entreprises et artistes. « *Cross fertilization, pour que cela ait l'air de venir des États-Unis et ait plus d'impact* », dit-il avec malice.

Pierre Laffitte, à l'époque gendre d'Émile Hugues, ancien ministre devenu sénateur et maire de Saint-Paul-de-Vence, et bientôt sénateur lui-même, avait de l'entregent dans les ministères et grands corps d'État. Si la vitrine copiait l'Amérique, la naissance de Sophia Antipolis dut tout au génie français de l'administration : création d'une association loi 1901, puis d'un groupement d'intérêt économique, puis d'un syndicat mixte associant département, chambre de commerce et communes, ouverture d'une ligne de crédit illimitée par le Crédit Lyonnais alors nationalisé, lancement par le ministre du plan et de l'aménagement du territoire qui accorda le label Opération d'intérêt national, décentralisation d'établissements publics (Institut français du pétrole, École des mines, CNRS...), « incitations » pour les firmes privées (L'Oréal, puis Digital Equipment, IBM, Texas Instrument...). Assez loin des générations spontanées autour d'une université de la Silicon Valley.

Dans cet écrin de verdure qui doit séduire cadres et chercheurs, l'urbanisme est lui aussi dûment planifié : les îlots des bâtiments seront disséminés dans la forêt, « *deux arbres de hautes-tiges* » seront plantés pour 30 m² de parking, le sommet des collines sera protégé et l'on évitera d'y construire. La proportion doit être intangible : deux tiers d'espaces verts pour un tiers de bâti. La nature, fût-elle paysagée, est le cadre idéal offert à travers les baies vitrées d'immeubles sans clôture. « *Un urbanisme et une architecture en creux, qui ne symbolisent pas la puissance mais la mesure de l'homme. Au départ, Sophia, c'est l'idée d'un progrès raisonné dans une cité pilotée par les scientifiques* », analyse Jacques Araszkievitz, sémiologue à l'Université Côte d'Azur. Au cœur de tout cela, prévoit le plan d'aménagement entériné par le préfet en 1971, une zone sera réservée aux équipements collectifs et culturels, autour d'une place baptisée Sophie-Laffitte, l'épouse qui donna son prénom au parc technologique, disparue en 1979.

UN DEMI-SIÈCLE PLUS TARD, ON CHERCHE LA «CITÉ» ET ON NE LA TROUVE PAS. On roule d'une colline à l'autre dans un dédale de voies et de ronds-points tracés entre les arbres. Comme tout se ressemble, la foi dans les nouvelles technologies célébrée à Sophia Antipolis passe d'abord par le GPS que l'on scrute pour dénicher une entreprise ou rejoindre son hôtel, même après trois jours de fréquentation assidue. Sous les pins, les immeubles bas racontent quelques décennies d'une architecture souvent passe-partout. À quelques exceptions près, comme celle des Algorithmes et son ensemble de polygones « moléculaires », celle de GSF, grande entreprise de nettoyage qui, dès 1978, a installé son siège dans un bâtiment déclinant le motif hexagonal avec un style daté mais puissant. Il y a aussi, à Garbejaire, l'un des rares îlots habités sur la technopole, la surprenante réalisation de l'architecte Pierre Fauroux qui, au début des années 1990, mêla formes cylindrique et cubique pour superposer les volumes gigognes et accueillir en beauté une annexe de mairie et la nef d'une église. La réalisation, sans doute trop radicale, est posée comme un cheveu sur la soupe sur la place de ce quartier qui copie laborieusement le village provençal. Une autre église, plus traditionnelle, fut construite non loin, l'architecte s'est fâché avec Marc Daunis, alors maire (PS) de Valbonne, et ce qui devait être un « *centre de vie* » végète sous les quolibets des habitants qui l'ont surnommé « la machine à laver ».

L'exemple pourrait symboliser ce que fut l'essor de Sophia Antipolis, tiraillée entre les ambitions modernistes et le pragmatisme des élus locaux. S'ils profitent de la manne financière qu'apporte la zone, ils ont toujours vu d'un œil méfiant les prétentions de Pierre Laffitte. Ce qui devait être le cœur de Sophia, le lieu des rencontres, avec ses cafés, sa librairie, sa galerie d'exposition, son théâtre, ...



Vincent Desnot, PDG de Teach on Mars, une société de e-learning. À droite, la salle de réunion de l'entreprise GSF, où le motif hexagonal est décliné.

Ci-dessous, Pierre L'affitte, le fondateur de Sophia Antipolis. À gauche, détail de la façade de Kinavia, entreprise de gestion au risque.



... en témoigne tristement : autour de la place Sophie-Laffitte, les bâtiments se sont déglingués, la fondation qui devait porter tout cela est désertée, le théâtre de verdure qui a vu passer Rostropovitch, Sylvia Monfort ou Jessye Norman est envahi par les herbes. « *La guerre entre utopistes et politiques a toujours existé, ici aussi. À l'origine, le GIE chargé de valoriser Sophia, c'était surtout les savants – doyen des facs de sciences, directeur de l'École des mines, chercheurs... Ils se sont fait "squeezer" par les politiques* », résume Paul Rasse, anthropologue qui a souvent écrit sur les limites de l'utopie azuréenne. Désormais, Sophia Antipolis est placée sous le contrôle de la communauté d'agglomération (la CASA) et d'un syndicat mixte. Jean Leonetti, maire (LR) d'Antibes, préside les deux structures, et ne manque pas de dire que « *le temps n'est plus à la nostalgie* », ni aux financements publics d'une fondation. Depuis 2013, le théâtre, Anthéa, est à Antibes, dirigé par Daniel Benoin. « *La Côte d'Azur baigne dans un océan de culture, il faut arrêter de parler de cloisonnement pour Sophia Antipolis : il y a des musées à Biot ou Vallauris, et Anthéa est le premier théâtre de la région en terme de fréquentation* », affirme Philippe Servetti qui dirige Team Côte d'Azur, une agence de promotion économique. Le soir, à part trois restaurants et bars ouverts au bas d'immeubles résidentiels récemment construits face au campus, du côté de Biot, on a plus de chance de rencontrer des sangliers que des noctambules. Si la médiathèque de Garbejaire est agréable, la culture est surtout celle du sport, entre jogging de midi, salles de fitness, terrain de golf et courts de tennis avec, pour « créer du lien », les « olympiades » interentreprises organisées chaque année. Si tous les salariés – dont 65 % de cadres supérieurs – vantent l'environnement agréable et « prestigieux », Sophia Antipolis est d'abord un lieu de travail qui se remplit le matin et est déserté le soir par une cohorte motorisée qui coule longtemps autour des ronds-points. Ce qui devait être la technopole novatrice n'est qu'un confortable technopôle.

ceux de Digital, Renault rachète le pôle R&D d'Intel pour développer ses logiciels embarqués, le chinois Huawei accueille une équipe de Texas Instruments... De départs en reprises, Sophia Antipolis s'est accrochée aux grandes tendances mondiales, est passée des télécoms au numérique, de la micro-électronique à l'intelligence artificielle. L'écosystème a fait ses preuves et beaucoup de ceux qui sont arrivés dans les années 1980, très attachés aux conditions de vie plutôt douces, sont toujours là. « *C'est bien pour les ingénieurs, mais après quatre ou cinq boîtes, certains en arrivent à compter les années restantes, ce qui n'est pas très motivant* », juge Irfan Ghauri, lui-même ancien d'Intel qui s'est cassé les dents lorsqu'il a voulu créer sa start-up, faute d'investisseur suffisamment téméraire. Il a réintégré l'école Eurecom qui l'avait attiré depuis le Pakistan par « *la qualité des profs, parmi les meilleurs du monde* ». Il continue d'y développer pour l'industrie un logiciel libre né ici, « *un succès mondial* ». Pierre Diebolt, lui, était directeur du R&D chez Galderma, laboratoire dermatologique de Nestlé, quand le groupe suisse a choisi de fermer en 2018 et de supprimer 550 emplois. « *Mais avec la qualification des salariés, l'environnement, la qualité du site, je n'étais pas trop inquiet* », dit-il. Il est désormais gérant de la filiale locale de l'allemand Nuvisan, qui travaille au développement de médicaments pour l'industrie pharmaceutique avec une partie des salariés et dans les locaux de Galderma qu'il partage avec l'américain Syneos. Depuis cinq ans, la zone engrange un solde positif de mille emplois par an.

Dans cette « Californie du Midi », pas d'histoire de bidouilleurs et de garage donnant naissance à un Google ou Apple. Le seul géant est Amadeus, créé par quatre compagnies aériennes européennes (Air France, Lufthansa, Iberia, SAS), aujourd'hui numéro un des technologies informatiques pour l'industrie du voyage (22 centres dans le monde) et premier employeur de Sophia avec 3 600 salariés. Longtemps, le développement de Sophia reposa sur l'attraction d'entreprises extérieures, souvent de grands noms. Mais depuis quelques années, la plupart des aventures s'écrivent désormais dans de petites structures nées ici. Lorsqu'il est arrivé en 2000, pour créer sa première société de logiciels de formation en ligne, Vincent Desnot, 45 ans, avait eu l'impression d'entrer dans un « *club un peu fermé aux petits* ». Mais, après avoir vendu sa première entreprise pour s'offrir le tour de l'Atlantique en voilier avec sa famille, il est revenu à Sophia en 2013 pour lancer Teach on Mars où, entre

MAIS L'ARCHITECTE PIERRE FAUROUX a dû être réconforté par l'une des dernières implantations d'entreprise, Mercedes-Benz, qui vient d'y installer une cinquantaine de salariés de son Advanced Design Center. Si l'état-major de la marque allemande a été attiré par le sud de la France, la proximité de l'aéroport et les services de la technopole, il fut aussi séduit, dit un communiqué, par la qualité du bâtiment que l'architecte avait imaginé pour Micromania (jeux vidéo) à la fin des années 1980, avec son long tunnel de verre qui baigne les espaces d'une « *douce lumière méditerranéenne* ». Mercedes rejoint Toyota, dont le centre de design est barricadé comme Fort Knox, mais aussi Renault, arrivé il y a quelques mois, ainsi que l'équipementier Bosch et d'autres. Sophia Antipolis conforte ainsi l'un de ses nouveaux axes de développement autour du « *véhicule connecté et autonome* ». Et la reconversion du bâtiment déserté depuis des années symbolise cette fois la capacité de « *résilience* » du parc technologique. Car le mot revient souvent lorsque le récit vante les épreuves surmontées au fil des ans, départs ou accidents industriels sans trop de casse sociale. Digital Equipment, Hewlett Packard, Texas Instruments, Intel sont venus et repartis au gré des explosions de bulles Internet ou financières. « *Depuis 1992, on a connu des crises à peu près tous les dix ans* », résume Laurent Londeix, délégué régional d'Orange installé ici au temps où l'entreprise s'appelait encore France Télécom. « *Mais les compétences technologiques des salariés leur ont permis de passer d'une boîte à une autre.* » Intel reprend

Sophia Antipolis est d'abord un lieu de travail qui se remplit le matin et est déserté le soir par une cohorte motorisée qui coule longtemps autour des ronds-points. Ce qui devait être la technopole novatrice n'est qu'un confortable technopôle.



Annexe de la mairie de Garbojaira, réalisée par l'architecte Pierre Fauroux. À droite, une nature présente.

des fusées rouges de Tintin, des jeunes gens développent des logiciels adaptés cette fois au *mobile learning* destinés aux téléphones. Il a mesuré les changements : « *Après les crises, ce sont les boîtes comme la nôtre qui font l'emploi, et les soutiens sont plus nombreux, notamment grâce au business pôle créé par la CASA.* » Il est passé de l'incubateur à la pépinière, a pu lever des fonds et recruter sur place les Anglais, Italiens, Espagnols, Scandinaves dont il a besoin parmi les 63 nationalités présentes. « *55 salariés et 100 % de croissance chaque année* », lâche-t-il à titre d'information.

L'intelligence artificielle, nouvel eldorado, semble être partout à Sophia. De l'imagerie médicale, qui promet de révolutionner le traitement des cancers jusqu'au marché de l'immobilier, avec Kinaxia que dirige Édouard Le Goff – pur produit de Sophia Antipolis, passé de l'École des mines à un immeuble rénové où 130 salariés développent un système de diagnostic des risques en urbanisme. Les chercheurs des laboratoires publics comme l'Institut de pharmacologie moléculaire et cellulaire (IPMC) mettent leurs talents au service d'applications concrètes, l'Inria (Institut national de recherche en informatique et en automatique) vient de créer une structure pour développer des collaborations avec des PME innovantes. « *Les passerelles se mettent enfin en place, même si ce qui a pris tant de temps aurait été fait en deux ans en Californie* », constate Philippe Bardey, un « historique » de Sophia, dont l'entreprise d'ingénierie en mécanique des fluides travaille aussi bien en mer que dans l'espace.

Car, de l'avis de tous, un souffle nouveau traverse la pinède technologique. Peut-être à cause du réveil de Marseille, l'autre pôle régional qui ne veut plus se contenter des pollutions de Fos-sur-Mer. C'est pour échapper aux menaces d'une tutelle marseillaise que l'Université Nice-Sophia Antipolis s'est associée à d'autres établissements d'enseignement supérieur et de recherche au sein de l'Université Côte d'Azur (UCA). Elle a été labellisée IDEX (initiative d'excellence) puis a été retenue par Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, et ancienne présidente de l'université niçoise, pour accueillir l'un des quatre Instituts interdisciplinaires d'intelligence artificielle et les 25 millions

d'euros qui vont avec. Même si ce n'est pas le retour de la « *république* » des savants dont rêvait Pierre Laffitte, c'est l'UCA qui pilote les appels à projets sur Sophia Antipolis, mais aussi sur Nice Méridia, la « *smart city* » concurrente voulue par Christian Estrosi, le maire de Nice (LR) qui agace Jean Leonetti (LR)... Du coup, officiellement, tout le monde tire dans le même sens. « *Sur Sophia, tous les acteurs se réunissent deux fois par mois au sein du syndicat mixte et c'est efficace* », assure Thierry Benmussa, directeur de cabinet du président de l'Université Nice-Sophia Antipolis.

Puisqu'il faut toujours plus de croissance et que Sophia représente la moitié des transactions immobilières des Alpes-Maritimes, on va construire un bus-tram pour relier la zone à Antibes et des logements pour ceux qui sont lassés des embouteillages quotidiens, deux projets imposants : l'un à Valbonne, une espèce de « goutte » immense, 16 hectares avec lac intérieur et jardins pour 70 000 m² de surfaces commerciales, de loisirs et de bureaux. Près de 14 000 personnes ont déjà signé une pétition pour s'opposer à ce centre qui, disent-ils, va détruire la forêt et le petit commerce avant d'engorger un peu plus les routes. Les signataires ne comptent visiblement pas comme les élus qui annoncent toujours 90 % d'espaces naturels sur Sophia Antipolis. Jean Nouvel a dessiné le second « *projet phare* » prévu pour 2022 : une immense colline suspendue et végétalisée, qui accueille une pagode géante que l'on dirait sortie d'*Avatar* pour 32 000 m² de bureaux. Ce sera un signal fort (et un brin tape à l'œil si l'on en croit les illustrations). Pour que Sophia Antipolis soit enfin visible depuis l'autoroute. Et que l'on sache que les rêves du vieil homme de Saint-Paul-de-Vence étaient vraiment d'un autre siècle. ☺